



**GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE**
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CCAP N° 25036

MARCHE DE SERVICES

**OBJET : PRESTATIONS DE TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES
POUR 13 ETABLISSEMENTS MEMBRES
DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE 44**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L2123-1, R2123-1 3° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

1	OBJET	6
2	ALLOTISSEMENT	6
3	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	7
	3.1 - PROCEDURE	7
	3.2 FORME DU MARCHE	7
4	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	8
	4.1 DUREE	8
	4.2 DELAIS D'EXECUTION	9
5	DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
6	MODALITES D'EXECUTION	9
	6.1 COMMANDES	10
	6.1.1 MODALITES D'ATTRIBUTION DES TRANSPORTS POUR LES LOTS MULTI-ATTRIBUTAIRES (LOTS 1, 2 ET 8)	10
	6.1.2 ATTRIBUTION DES TRANSPORTS POUR LES LOTS MONO-ATTRIBUTAIRES (LOTS 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14 ET 15)	11
	6.2 OPERATION DE VERIFICATION ET D'AMISSIION	11
	6.3 SOUS-TRAITANCE	12
	6.4 DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	13
	6.5 SECRET PROFESSIONNEL	13
	6.6 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES	13
	6.7 ASSURANCES	14
	6.8 DISPOSITIONS PARTICULIERES EN CAS DE GREVE	14
7	MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX	14
	7.1 FORME DES PRIX	14

7.2	<i>DISTANCES FORFAITAIRES APPLICABLES AUX DISTANCES KILOMETRIQUES</i>	16
7.3	<i>MODALITES DE REVISION DES PRIX</i>	16
7.4	<i>CLAUSE BUTOIR ET CLAUSE DE RENCONTRE</i>	17
8	<i>MODALITES DE PAIEMENT</i>	17
8.1	<i>MODE DE REGLEMENT</i>	17
8.2	<i>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT</i>	18
8.2.1	<i>POUR TOUS LES LOTS</i>	18
8.2.2	<i>CAS PARTICULIERS</i>	19
8.3	<i>TRANSMISSION DES FACTURES</i>	19
8.4	<i>FUTURES REGLES DE FACTURATION EN LIEN AVEC PTAH</i>	20
9	<i>REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES</i>	20
10	<i>PENALITES</i>	20
10.1	<i>PENALITES DE RETARD</i>	20
10.2	<i>PENALITES POUR NON REALISATION DU TRANSPORT</i>	22
10.3	<i>PENALITES POUR DEFAILLANCE MATERIELLE</i>	22
10.4	<i>PENALITES POUR MAUVAISE EXECUTION</i>	22
10.5	<i>PENALITES EN CAS DE GREVE</i>	22
10.6	<i>PENALITES LIEES AUX MAD</i>	22
10.7	<i>PENALITES LIEES AU SUIVI DU MARCHE</i>	22
11	<i>LITIGES</i>	23
12	<i>REALISATION ET EXECUTION PAR DEFAULT</i>	23
12.1	<i>RESILIATION</i>	23
12.2	<i>EXECUTION PAR DEFAULT</i>	23
13	<i>OBLIGATION DES ETABLISSEMENTS DU GHT44</i>	23
14	<i>SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE</i>	24
14.1	<i>REFERENT DU MARCHE</i>	24
14.2	<i>AUDIT</i>	24

14.3	<i>REVUES DE CONTRAT</i>	24
14.4	<i>RAPPORTS D'ACTIVITE / REPORTING</i>	24
14.5	<i>FICHES D'ÉVENEMENTS INDESIRABLES</i>	24
14.6	<i>INDICATEURS DE SUIVI DE PERFORMANCE</i>	25
15	<i>DEMARCHE QUALITE ET PLAN DE PROGRES</i>	25
16	<i>. CLAUSE DE REEXAMEN</i>	25
17	<i>AVANCE</i>	26
18	<i>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</i>	26

PREAMBULE GHT

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

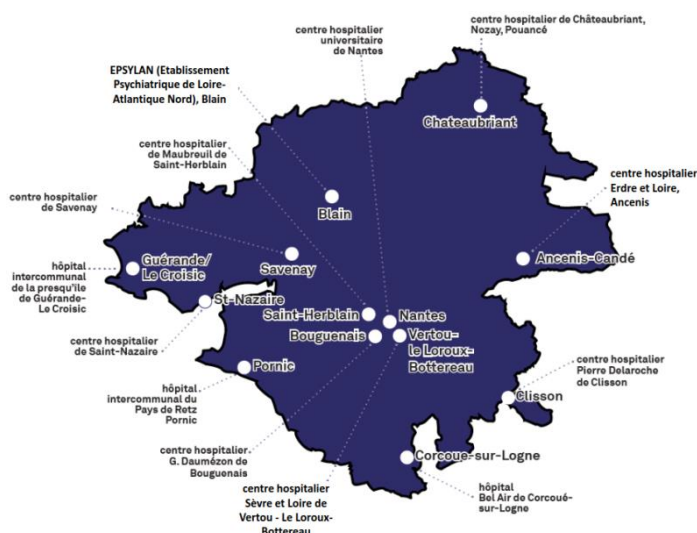
Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



1 Objet

Le marché public a pour objet l'exécution de prestations de transports sanitaires terrestres pour 13 établissements membres du GHT 44 – Cf annexe 1 au CCAP - Présentation du GHT44.

2 Allotissement

La prestation est décomposée en 15 lots attribués séparément sachant qu'un opérateur économique peut se voir attribuer un ou plusieurs lots :

N° de lot	Intitulé de lot	Jours et horaires
1	Prestations de transports sanitaires terrestres (Ambulances, TAP : VSL et taxis, TPMR et MAD ponctuelle pour le CHU de Nantes)	7/7, 24/24
2	Prestations de transports sanitaires terrestres en ambulances par la mise à disposition d'une ambulance avec équipages- 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent pour le CHU de Nantes. (MAD annuelle)	Du lundi au vendredi - Plage de 8h continues et modulable
3	Prestations de transports pour les sorties thérapeutiques le week-end des patients MPR (en TPMR ou en assis) du CHU de Nantes.	7/7, 24/24
4	Prestations de transports sanitaires terrestres pour les besoins spécifiques du PHU5-HME du CHU de Nantes.	7/7, 24/24
5	Prestations de transports sanitaires terrestres pour les CH Georges Daumezon / Hôpital Intercommunal Sèvre et Loire / Hôpital Bel Air / Hôpital Pierre Delaroche (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	7/7, 24/24
6	Prestations de transports sanitaires terrestres pour le CH de Saint Nazaire/Hôpital Intercommunal de la Presqu'île de Guérande le Croisic (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	7/7, 24/24
7	Prestations de transports sanitaires terrestres pour Epsylan/CH de Savenay (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	7/7, 24/24
8	Prestations de transports sanitaires terrestres pour le CH Erdre et Loire (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	7/7, 24/24
9	Prestations de transports sanitaires terrestres pour le CH de Chateaubriant-Nozay-Pouancé (Ambulances, TAP : VSL & taxis).	7/7, 24/24
10	Prestations de transports sanitaires terrestres pour l'Hôpital Intercommunal du Pays de Retz (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	7/7, 24/24
11	Prestations de transports en TPMR pour l'Hôpital Intercommunal Sèvre et Loire	7/7, 24/24
12	Prestations de transports sanitaires pour le Pôle de Réadaptation Maubreuil	7/7, 24/24
13	Prestations de transports en VSL d'enfants placés en famille d'accueil (AFTE) pour le CH Georges Daumezon <u>sur</u> la communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire	7/7, 24/24
14	Prestations de transports en VSL d'enfants placés en famille d'accueil (AFTE) pour le CH Georges Daumezon <u>hors</u> communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire.	7/7, 24/24

15	Prestations de transports terrestres en urgence 7 jours/7 et 24 h/24 de prélèvements d'organes avec ou sans accompagnement d'équipes médicales pour le CHU de Nantes et le CH de Saint-Nazaire, prélèvements de transports de prélèvements extemporanés et d'équipements d'assistance extracorporelle (ECMO) pour le CHU de Nantes.	7/7, 24/24
----	---	------------

3 Procédure et forme du marché

3.1 - Procédure

La procédure utilisée est celle de la procédure adaptée, par application de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

3.2 Forme du marché

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commandes, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-2, R2162-4, R2162-5, R2162-6 du code de la commande publique.

Certains accords-cadres sont mono-attributaire et d'autres sont multi-attributaires (cf. tableau ci-après).

Chaque accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique sans montant minimum et avec un montant maximum décrit ci-dessous pour chaque lot.

Les accords-cadres sont conclus avec un maximum exprimé en valeur sur la durée totale du marché.

N° de lot	Intitulé de lot	Nombre d'attributaires max par lot	Montant maximum sur la durée du marché (€ HT)
1	Prestations de transports sanitaires terrestres (Ambulances, TAP : VSL et taxis, TPMR et MAD ponctuelle) pour le CHU de Nantes	3	15 000 000 €
2	Prestations de transports sanitaires terrestres en ambulances par la mise à disposition d'une ambulance avec équipages - 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et 1 deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent pour le CHU de Nantes. (MAD annuelle)	3	2 000 000 €
3	Prestations de transports pour les sorties thérapeutiques le week-end des patients MPR (en TPMR ou en assis) du CHU de Nantes.	1	3 000 000 €
4	Prestations de transports sanitaires terrestres pour les besoins spécifiques du PHU5-HME du CHU de Nantes.	1	500 000 €
5	Prestations de transports sanitaires terrestres pour les CH Georges Daumezon / Hôpital Intercommunal Sèvre et Loire / Hôpital Bel Air / Hôpital Pierre Delaroche (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	1	3 000 000 €

6	Prestations de transports sanitaires terrestres pour le CH de Saint Nazaire/Hôpital Intercommunal de la Presqu'île de Guérande le Croisic (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	1	5 500 000 €
7	Prestations de transports sanitaires terrestres pour Epsylan/CH de Savenay (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	1	2 000 000 €
8	Prestations de transports sanitaires terrestres pour le CH Erdre et Loire (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	2	1 500 000 €
9	Prestations de transports sanitaires terrestres pour le CH de Chateaubriant-Nozay-Pouancé (Ambulances, TAP : VSL & taxis).	1	3 000 000 €
10	Prestations de transports sanitaires terrestres pour l'Hôpital Intercommunal du Pays de Retz (Ambulances, TAP : VSL & taxis)	1	1 000 000 €
11	Prestations de transports en TPMR pour l'Hôpital Intercommunal Sèvre et Loire	1	100 000 €
12	Prestations de transports sanitaires pour le Pôle de Réadaptation Maubreuil	1	400 000 €
13	Prestations de transports en VSL d'enfants placés en famille d'accueil (AFTE) pour le CH Georges Daumezon <u>sur</u> la communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire	1	50 000 €
14	Prestations de transports en VSL d'enfants placés en famille d'accueil (AFTE) pour le CH Georges Daumezon <u>hors</u> communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire.	1	120 000 €
15	Prestations de transports terrestres en urgence 7 jours/7 et 24 h/24 de prélèvements d'organes avec ou sans accompagnement d'équipes médicales pour le CHU de Nantes et le CH de Saint-Nazaire, prélèvements de transports de prélèvements extemporanés et d'équipements d'assistance extracorporelle (ECMO) pour le CHU de Nantes.	1	500 000 €

Pour les accords-cadres multi-attributaires, le montant maximum est tous attributaires confondus. L'exécution de chaque accord-cadre est réalisée par chaque établissement partie par l'émission de bons de commande.

Les modalités d'attribution de l'accord-cadre sont définies à l'article 6.1 du présent document.

Chaque accord-cadre est conclu avec un nombre défini d'attributaires en fonction des lots et sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres.

4 Durée et délais d'exécution

4.1 Durée

Pour tous les lots, le marché public est conclu à compter du 01/01/2026 (ou de sa date de notification si postérieure) jusqu'au 31/12/2026.

Le marché public pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une nouvelle période d'un an. La durée totale du marché public ne pourra excéder 4 ans (périodes de reconductions comprises) soit jusqu'au 31/12/2029.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de décision de ne pas reconduire le marché public, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire au plus tard 2 mois avant l'échéance de renouvellement du marché public.

4.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés par les bons de commande émis par l'acheteur selon les modalités précisées à l'article 6 du présent C.C.A.P.

5 Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement complété par le titulaire et ses annexes :
 - Annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) par lot : tarif A
 - Annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU) par lot : tarif B
 - Annexe 3 : devis quantitatif estimatif par lot - DQE
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°PA-25036 commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 : Information des établissements du GHT
 - Annexe 2 : clauses RGPD
 - Annexe 3 : indicateurs de performance
 - Annexe 4 : exemple de reporting
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° PA-25036 commun à tous les lots
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- L'offre technique du titulaire, comprenant notamment :
 - Annexe 1 : cadre de réponse technique et RSE par lot

L'original de ces documents conservé dans les archives du CHU de Nantes fait seul foi.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

6 Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution techniques propres à chaque lot sont décrites au CCTP.

6.1 Commandes

L'exécution de l'accord-cadre s'opère par la réalisation de commandes de transport suivant les dispositions ci-dessous.

Le bon de commande comporte les mentions obligatoires du cadre de commande du module PTAH (Progiciel Transports Ambulances Hospitaliers).

Toute prestation effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

6.1.1 Modalités d'attribution des transports pour les lots multi-attributaires (lots 1, 2 et 8)

Les modalités de répartition des commandes entre les différents attributaires sont les suivantes :

a. Lot 1 CHU : : 3 attributaires

Pour les transports sanitaires standards :

Proposition de 33% des courses à chaque prestataire via le module PTAH (Progiciel Transports Ambulances Hospitaliers)

Pour les prestations ponctuelles de MAD

- Le CHU de Nantes transmettra au titulaire retenu en 1ere position une demande avec les dates souhaitées pour la MAD dans un délai de prévenance de 1 mois avant la date de début souhaitée. Le Titulaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrés pour répondre.
- En cas de réponse positive, un bon de commande sera émis, sans consultation des autres attributaires.
- En cas de réponse négative ou d'absence de réponse du 1er attributaire, une pénalité sera appliquée à celui-ci et le 2^{ème} attributaire sera consulté selon les mêmes modalités.
- En cas de réponse positive, un bon de commande sera émis, sans consultation des autres attributaires.
- En cas de réponse négative ou d'absence de réponse du 2^{ème} attributaire, une pénalité sera appliquée à ce dernier et le 3^{ème} attributaire sera consulté selon les mêmes modalités.

Si aucun des 3 titulaires consultés ne peut répondre favorablement à la prestation demandée, une nouvelle demande avec de nouvelles dates pourra être émise selon les modalités décrites ci-avant.

b. Lot 8 CH Erdre et Loire : 2 attributaires

- Proposition de 50% des courses à chaque prestataire via la plateforme extranet mise à disposition de l'établissement partie comme stipulé au C.C.T.P.

c. Lot 2 CHU : mise à disposition avec engagement de 12 mois (MAD) : 3 attributaires

Le titulaire retenu en 1ere position sera l'attributaire pour la 1^{ère} MAD.

En cas de besoin d'une 2e MAD avec engagement de 12 mois, le CHU de Nantes transmettra au titulaire, placé au rang juste après celui du titulaire ayant été retenu pour la MAD n°1, une demande

avec les dates souhaitées pour réaliser la MAD dans un délai de prévenance de 1 mois avant la date de début de MAD. En cas de réponse positive, un bon de commande sera émis, sans consultation des autres titulaires. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse de ce titulaire, une pénalité lui sera appliquée et le titulaire suivant sera consulté selon les mêmes modalités. En cas de réponse positive, un bon de commande sera émis, sans consultation des autres titulaires. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse, une pénalité lui sera appliquée.

En cas de besoin d'une 3e MAD avec engagement de 12 mois, le CHU de Nantes transmettra au titulaire placé au rang juste après celui du titulaire ayant été retenu pour la MAD n°2 une demande avec les dates souhaitées pour réaliser la MAD dans un délai de prévenance de 1 mois avant la date de début de MAD. En cas de réponse positive, un bon de commande sera émis, sans consultation des autres titulaires. En cas de réponse négative ou d'absence de réponse de ce titulaire, une pénalité lui sera appliquée et le titulaire suivant sera consulté selon les mêmes modalités.

Pour les lots 1 et 8, si une demande de transport n'est acceptée par aucun des titulaires dans les délais exigés ci-dessous :

- Lot 1 CHU : après 30mn au global
- Lot 8 Ancenis : après 15 minutes au global

les établissements se réservent la possibilité de faire appel à un autre prestataire dans l'intérêt prioritaire du patient. En aucun cas les prestataires ne pourront faire de réclamation et/ou demander une compensation quelconque.

6.1.2 Attribution des transports pour les lots mono-attributaires (lots 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15)

L'établissement du GHT44 concerné contactera le titulaire par le biais de la plateforme extranet que celui-ci mettra à sa disposition comme stipulé au C.C.T.P.

Quel que soit l'établissement concerné, si le transporteur n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, l'établissement concerné pourra alors s'adresser à un prestataire en dehors des termes du présent accord-cadre. En application des dispositions de l'article 45 du CCAG FCS, l'exécution par défaut pourra être faite aux frais et risques du titulaire et ce sans mise en demeure préalable.

Toute prestation effectuée en l'absence de demande de prestations faite par le biais d'une plateforme informatique ne fera l'objet d'aucun règlement.

6.2 Opération de vérification et d'admission

La constatation de l'exécution des prestations et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du Cahier des Clauses administratives Générales applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS).

Un contrôle régulier de l'exécution des prestations sera assuré à la diligence de tout établissement exécutant l'accord-cadre. Si nécessaire, des observations écrites seront adressées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.3 Sous-traitance

Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent marché se feront en application des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

a. Désignation de sous-traitance en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par l'acheteur ou son représentant et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance, dans les conditions de l'article 3.6. du CCAG-FCS.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1. et suivants et des articles L. 2141-7. et suivants du code de la commande publique,
- Le formulaire DC4 : déclaration de sous-traitance,
- Le formulaire DC2, rempli par le sous-traitant,
- Les documents et attestations réglementaires requis dans le cadre de l'accord-cadre,
- Une attestation d'assurance du sous-traitant,
- Le RIB du sous-traitant, si paiement direct,

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.822-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre selon les modalités définies dans le CCAG-FCS.

b. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant bénéficie du paiement direct conformément aux dispositions de l'article R 2193-10 du Code de la Commande Publique (décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) dès que le montant TTC est supérieur à 600 euros.

Depuis le 01/01/2014, le paiement des sommes dues au sous-traitant est HT.

Le titulaire du marché s'acquitte des sommes dues au titre de la TVA pour la totalité du marché y compris pour les montants sous-traités.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.

Rappel : l'acheteur doit agréer chaque sous-traitant via le formulaire DC4.

Tant que ce dernier n'a pas été agréé il ne pourra exécuter les prestations du marché.

6.4 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir au CHU de Nantes, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre au CHRU de Nantes sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, le CHRU de Nantes pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG FCS le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

6.5 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés par l'établissement hospitalier. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, toute technique ou tout savoir-faire relatif à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui sera communiqué de manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera d'engager la responsabilité du titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements du GHT44 ou d'un tiers.

6.6 Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »).

6.7 Assurances

Le titulaire devra justifier, avant tout début d'exécution du marché, d'une assurance le garantissant pour tout accident ou dommage de quelque nature que ce soit et pouvant engager sa responsabilité, causée aux personnes transportées, aux usagers et aux agents des établissements du groupement et aux tiers, ainsi qu'à leurs biens, du fait de son activité, de celle de ses personnels, cotraitants ou sous-traitants ou résultant de l'utilisation de ses matériels.

En outre, il sera tenu d'informer les établissements du groupement de toute modification afférente à sa police d'assurance dans les quinze jours qui suivent sa décision.

6.8 Dispositions particulières en cas de grève

Compte tenu de l'activité de soins exercée par les établissements parties du GHT44 et le principe de continuité de service public, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service intégral même en cas de grève des salariés de l'entreprise. A défaut, les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP demeure entièrement applicables, sauf cas de force majeure dûment démontré.

7 Modalité de détermination des prix

7.1 Forme des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Ces dispositions sont applicables dès le premier euro commandé, quel que soit le montant de la commande.

Le marché est traité à prix unitaires ou forfaitaires. Ces prix figurent au bordereau des prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement du lot concerné.

Pour tous les lots, hors Lot 1 (MAD ponctuelle) et Lot 2 (MAD), la tarification souhaitée est basée sur 2 tarifs distincts :

➤ **Tarif A** (Annexe 1 à l'AE) :

- **Pour les lots 1 à 15 (hors lot 2) :** forfait global par transport **désindexé** des conventions nationales et départementales et proposé pour les transports listés à l'annexe 1 de

l'acte d'engagement (Bordereau de prix). Ce forfait intégrera l'intégralité des frais liés à la prise en charge du patient. Les majorations, remises et escomptes seront également renseignés.

- **Pour les lots 3, 13, 14 et 15** : le tarif A intégrera également un tarif au km
- **Tarif B** (Annexe 2 à l'AE) : pour ces transports non listés à l'Annexe 1 de l'AE – tarif A, la tarification globale se basera sur **la tarification CPAM en vigueur** (forfait, valorisation trajet court, tarif au km) y compris les remises et majorations selon les conditions du transport mais sans minimum de facturation à l'initiative du titulaire.

Pour les MAD du lot 1 (ponctuelle) et du lot 2 (engagement 12 mois), le tarif est forfaitaire journalier.

Les prix de règlement s'entendent TTC au taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

Lorsqu'un prestataire effectue un transport comportant l'aller et le retour du patient, deux prestations de transports sont facturables. Les prix du transport comprennent :

- La mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés,
- La fourniture et le lavage de la literie (draps, couvertures, etc.),
- Le nettoyage systématique du véhicule après chaque transport, et sa désinfection si nécessaire et le respect des règles d'hygiène énoncée au CCTP,
- La prise en charge du patient au lieu de la demande,
- Le transport du malade jusqu'au lieu de destination indiqué lors de la commande,
- Le brancardage au départ et à l'arrivée du patient.
- Les formalités administratives si nécessaire

Majorations, péages et suppléments

Un taux de majoration pourra être appliqué pour les samedis à partir de 12h, dimanches et jours fériés. Le tarif nuit s'applique intégralement lorsque plus de la moitié du temps de transport est effectuée entre 20h et 8h (entre 19h et 7h pour les taxis). Il ne s'applique pas dans le cas contraire.

Aucune majoration ne sera appliquée pour les accompagnants.

Frais de péages :

Les frais de péages sont inclus dans les forfaits des tarifs A ; pour les tarifs B, les frais de péages seront facturés en sus des prestations sur présentation d'un justificatif.

Pour les transports de patients en soins psychiatriques sans consentement pour une audience auprès du juge des libertés et de la détention, il pourra être demandé au transporteur d'attendre pendant l'audience ; la 1^{ère} demi-heure sera non facturable ; la facturation est possible après ce temps d'attente de 30 minutes dans le cadre des conditions financières renseignée par le candidat dans le BPU. Toute demi-heure entamée sera due et non fractionnable.

Par ailleurs, des membres du personnel de l'établissement pourront être transportés à l'aller et au retour.

Remises

Le taux de remise proposé par le titulaire dans le cas d'un transport Aller-Retour s'appliquera.

Pour les lots concernés, le taux de remise proposé par le titulaire pour les transports partagés avec 2 et 3 patients s'appliquera. Ces transports partagés feront l'objet d'une facturation et d'un relevé spécifiques et par typologie de transport (VSL ou taxis).

Escompte

En cas de paiement anticipé par l'établissement bénéficiaire, le taux d'escompte proposé par le titulaire s'appliquera :

- Taux d'escompte si paiement de la facture ou des factures < ou égal à 20 jours
- Taux d'escompte si paiement de la facture ou des factures < ou égal à 30 jours
- Taux d'escompte si paiement de la facture ou des factures < ou égal à 40 jours

7.2 Distances forfaitaires applicables aux distances kilométriques

Pour l'ensemble des lots, les trajets sont calculés selon le kilométrage <https://www.google.fr/maps/preview> : distance la plus rapide et arrondie au km supérieur. Les établissements parties se réservent le droit de vérifier la distance facturée.

7.3 Modalités de révision des prix

Les prix des prestations des tarifs A et les prix forfaitaires de la MAD pourront être révisés annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché en fonction des indicateurs économiques suivants :

$$Pr = Po \times [0,2 + 0,6 (Sr/So) + 0,15 (Gr/Go) + 0,05 (Rr/Ro)]$$

Avec :

- Pr = prix révisé
- Po = prix initial lors de la remise des offres pour la 1ere année puis prix révisé n-1
- Indice S = Indice INSEE 1375188 : Salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic)
 - ➔ So = Dernière valeur de l'indice connu et révisé au mois de septembre 2025 la 1ere année, puis Sr n-1
 - ➔ Sr = Dernière valeur de l'indice connu et révisé à la date de demande de révision annuelle
- Indice G = Indice CNR 26 : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Gazole
 - ➔ Go = Moyenne des 12 précédents indices connus et révisés au mois de septembre 2025 la 1ere année, puis Gr n-1
 - ➔ Gr = Moyennes des 12 précédents indices connus et révisés à la date de demande de révision annuelle
- Indice R = Indice INSEE 001764109 : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers
 - ➔ Ro = Moyenne des 12 précédents indices connus et révisés au mois de septembre 2025 la 1ere année, puis Rr n-1
 - ➔ Rr = Moyennes des 12 précédents indices connus et révisés à la date de demande de révision annuelle

Pour le calcul de la révision, le coefficient de révision obtenu après application de la formule ci-dessus sera arrondi à deux décimales après la virgule. Il sera appliqué à chaque prix Hors Taxes. Les prix révisés seront arrondis à deux décimales après la virgule. Si un taux de TVA est applicable, il sera appliqué au prix Hors Taxes ainsi révisé pour calculer le prix Toutes Taxes Comprises révisé.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois (3) mois, avant la date anniversaire du marché (1^{er} janvier) à l'adresse suivante :

CHU de Nantes
Hôpital Saint Jacques
Service juridique des marchés
85 rue Saint Jacques
44093 NANTES Cedex 1

Ce courrier sera doublé d'un mail avec la même demande, adressé à bp-ght44-achats-presta-moyens-generaux@chu-nantes.fr

En l'absence de demande présentée selon ces modalités, aucune révision de prix ne sera acceptée.

Les taux de remise sont fermes pour toute la durée du marché (reconductions éventuelles incluses).

7.4 Clause butoir et clause de rencontre

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 3,5% par an.

Le montant de l'augmentation s'apprécie à la ligne du bordereau.

Toutefois dans l'hypothèse où les conditions économiques subiraient une évolution significative et imprévisible de nature à bouleverser l'équilibre économique du contrat, le Titulaire pourra solliciter une rencontre avec le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur pourra dans ces circonstances et à titre exceptionnel admettre une hausse supérieure à 3,5% sous réserve des justificatifs transmis par le titulaire.

En cas de refus du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir.

8 Modalités de paiement

8.1 Mode de règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à l'admission des prestations, à compter de la date d'admission de celles-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture dans le service de l'établissement partie concerné, jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement n'est effectif que si les factures sont transmises selon les modalités précisées à l'article 8.3 du présent CCAP.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

Les coordonnées des comptables assignataires des établissements parties sont indiquées à l'annexe n°1 du présent CCAP.

8.2 Présentation des demandes de paiement

8.2.1 Pour tous les lots

La prestation sera facturée bimensuellement (CHU de Nantes) et/ou mensuellement (pour les autres établissements).

Les modalités décrites ci-dessous (dont la fréquence de facturation : mensuelle, bimensuelle...) seront ajustées par lot et par établissement après la notification de chaque marché.

Les factures afférentes au paiement porteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier
- le numéro de son compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro de marché,
- La date de facturation,
- le détail de la prestation exécutée. (Typologie de transport, date du transport, nom du patient....)

Les factures sont établies par typologie de transports (VSL, ambulances, taxis, TPMR...) par modalité de prise en charge (transports inter, intra et extra). Idéalement, les factures se présenteront de la manière suivante :

- 1 relevé/ facture de transports en VSL en intra ou 1 facture par transport VSL en intra
- 1 relevé/ facture de transports en VSL en extra ou 1 facture par transport VSL en extra
- 1 relevé/ facture de transports en ambulances en intra ou 1 facture par transport en ambulance en intra
- 1 relevé/ facture de transports en ambulances en extra ou 1 facture par transport en ambulance en extra
- 1 relevé/ facture de transports en TPMR en intra ou 1 facture par transport TPMR en intra

- 1 relevé/ facture de transports en TPMR en extra ou 1 facture par transport TPMR en extra
- 1 relevé/ facture de transports en taxis en intra ou 1 facture par transport taxi en intra
- 1 relevé/ facture de transports en taxis en intra ou 1 facture par transport taxi en extra

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée aux établissements parties. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant dans la procédure en annexe sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Dans tous les cas, ces modalités seront validées lors des réunions de cadrage avec chaque établissement en amont du démarrage des prestations.

Le détail de la facture se présente sous la forme de la liste nominative des patients transportés, établie chronologiquement par jour et mentionnant pour chacun d'eux :

- Le trajet effectué avec indication des lieux de départ et d'arrivée,
- L'heure de prise en charge et l'heure d'arrivée,
- Le type de transport : ambulances, assis (VSL, Taxis conventionnés, TPMR, transports partagés)
- Pour chaque transport concerné, le prix unitaire T.T.C. incluant la majoration éventuelle (nuit, dimanche, jour férié), les droits de péage éventuels,
- Le prix unitaire T.T.C. de chaque transport, remise déduite,
- Le montant total de la T.V.A. pour les transports ambulances, VSL ou Taxis conventionnés,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées,

Ces factures seront accompagnées d'un relevé qui reprend l'ensemble de ces factures et sur lequel sont mentionnés le montant de chaque facture et le montant total à payer.

8.2.2 Cas particuliers

Lot 15 (Transports greffons échantillons extemporanés et machine ECMO) : les factures présentées sur Chorus devront impérativement comprendre les éléments ci-dessous :

- Transports de greffons avec ou sans équipe chirurgicale : N° CRISTAL
- Transports d'échantillons extemporanés depuis HGRL : « transport d'EX tempo pour HGRL »
- Transport de l'équipement ECMO : « transport ECMO pour HGRL »

Transports de patients (du domicile vers le centre d'étude) dans le cadre d'essais cliniques multicentriques pour le CHU de Nantes : la facture devra impérativement préciser la référence de l'étude clinique (ex. : BRD, PROG, RCXX_XXXX_XX) ainsi que le code UF du service demandeur XX ainsi que le nom du patient.

8.3 Transmission des factures

Les factures sont adressées impérativement à l'établissement concerné.

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, cf. le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramètres du CHU de NANTES sont les suivants :

- Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471. L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- Le code service « Transports_sanitaires » OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)

Pour les autres établissements, les éléments de paramètres spécifiques seront le cas échéant précisés lors de la réunion de cadrage au démarrage du marché.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors de l'établissement, sont imputables au seul cocontractant.

8.4 Futures règles de facturation en lien avec PTAH

Le déploiement du module de facturation du logiciel PTAH, PTAH InFact, est annoncé côté Editeur aux alentours de la fin du 1^{er} semestre 2025.

Dans ce cadre futur, les attributaires des lots des établissements concernés par PTAH, devront se conformer aux règles et paramètres qui seront définis dans le cadre de ce projet de déploiement.

9 Réalisation de prestations similaires

Un marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché conformément aux dispositions de l'articles R2122-7 du Code de la commande publique.

10 Pénalités

Des pénalités pourront être appliquées pour différents motifs décrits ci-après, sans mise en demeure préalable.

Après notification au titulaire du montant que l'établissement envisage d'appliquer, le pouvoir adjudicateur pourra soit les déduire d'office des sommes dues au titulaire au titre du marché, soit procéder à l'émission d'un titre de recette prenant la forme d'un « avis des sommes à payer ».

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération des pénalités au regard du montant.

10.1 Pénalités de retard

Pour chaque établissement bénéficiaire, les cas de retards dans les transports pourront donner lieu à l'application de pénalités décrites comme suit :

Pour les transports sanitaires :

- Pour les transports **programmés** : les pénalités pourront être appliquées à compter de l'heure indiquée sur l'ordre de transport, c'est-à-dire l'heure de prise en charge du patient.
 - Retard supérieur à 30mn : si 20% à 25% des transports sont réalisés dans ce délai, une pénalité trimestrielle pourra être appliquée à hauteur de 10% du montant trimestriel réalisé par l'attributaire concerné.
 - Retard supérieur à 1h : si 25% et plus des transports sont réalisés dans ce délai, une pénalité trimestrielle pourra être appliquée à hauteur de 20% du montant trimestriel réalisé par l'attributaire concerné.
- Pour les transports **non programmés** (à réaliser dans les meilleurs délais avec prise en charge du patient souhaitée dans un délai maximal de 2h à partir de l'acceptation de la demande de transport) :
 - Retard supérieur à 2h : si 20% à 25% des transports sont réalisés dans ce délai, une pénalité trimestrielle de 10% sera appliquée sur le montant trimestriel réalisé par l'attributaire concerné.
 - Retard supérieur à 2h30 : si 25% ou + des transports sont réalisés dans ce délai, une pénalité trimestrielle de 20% sera appliquée sur le montant trimestriel réalisé par l'attributaire concerné.

Pour le CHU de Nantes (lot 1), un malus pourra être appliqué au regard du % de transports réalisés par chaque prestataire par rapport au nombre global de transports réalisés par les 3 titulaires (période de référence = le trimestre).

Ainsi, pour chaque trimestre :

- a. Pour un nombre global de transports réalisés (NT), on mesurera le % de transports réalisés par le Prestataire A (NT-A) par rapport au nombre total de transports réalisés par l'ensemble des titulaires ; ces éléments sont extractibles à partir du logiciel PTAH.
 - Si NT-A > 28% : aucun malus
 - Si NT-A < 28% : application possible d'un malus de 5% selon la formule : Malus = Montant trimestriel facturé par le Prestataire A x 5%
 - Dans tous les cas, l'application de ce malus sera limitée à 3 trimestres sur 4
 - S'il est appliqué, le malus fera l'objet d'un titre de recette émis par la Direction des Achats pour la période concernée.
- b. Pour les transports trajets courts intra Nantes (NTC), on mesurera le % de transports réalisés par le Prestataire A (NTC-A) par rapport au nombre de trajets courts qui lui aura été proposé ; ces éléments sont extractibles à partir du logiciel PTAH.
 - Si NTC-A > 50% : aucun malus
 - Si NTC-A < 50% : application possible d'un malus de 5% selon la formule : Malus = Montant trimestriel facturé par le Prestataire A x 5%
 - Dans tous les cas, l'application de ce malus sera limitée à 3 trimestres sur 4

- S'il est appliqué, le malus fera l'objet d'un titre de recette émis par la Direction des Achats pour la période concernée

Pour le CHU de Nantes et St Nazaire (lot 15), transports de prélèvements d'organes avec ou sans accompagnement médical, la pénalité pourra être applicable dès 15 mn de retard et calculée de la façon suivante :

- à partir de 15 minutes de retard : 50% du montant de la prestation pourra être retenu
- à partir de 30 minutes de retard : 75% du montant de la prestation pourra être retenu
- à partir de 45 minutes de retard : 100% du montant de la prestation pourra être retenu
- à partir d'1 heure et au-delà : 200% du montant de la prestation pourra être retenu

10.2 Pénalités pour non réalisation du transport

Pour les lots monoattributaires : en l'absence de solution alternative proposée par le titulaire pour assurer le transport demandé, une pénalité pourra être appliquée, dont le montant correspondra à 50% du montant du transport non réalisé.

10.3 Pénalités pour défaillance matérielle

En cas de défaillance matérielle constatée (exemples : véhicule inadapté, brancard défaillant etc...), le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 100 € HT par non-conformité constatée.

10.4 Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution de la prestation par le titulaire une pénalité pourra être appliquée, d'un montant de 150 € HT, après constat et rédaction d'un rapport circonstancié par les deux parties (exemples : mauvaise prise en charge du patient, utilisation abusive du linge de l'établissement cf. Article, 4 – 5.4 du CCTP, non-respect des procédures, manquements aux règles du comportement etc.).

10.5 Pénalités en cas de grève

Pour chaque établissement bénéficiaire, le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € HT par jour de grève en cas de rupture totale du service.

10.6 Pénalités liées aux MAD

En cas de refus ou de non réponse dans les délais impartis, le titulaire pourra encourir une pénalité de 10% du montant de la MAD demandée.

10.7 Pénalités liées au suivi du marché

Pour les besoins de suivi de l'exécution du marché, le titulaire doit envoyer chaque trimestre un reporting aux établissements du GHT44 selon modèle Excel fourni en annexe 4 au CCAP. En cas d'absence d'envoi, le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 € HT par reporting non envoyé.

Pour les besoins de suivi de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de proposer à tous les établissements des dates de réunion pour des revues de contrat semestrielles qui seront suivies de l'envoi d'un compte rendu de réunion. En cas d'absence de ces propositions et/ou de l'envoi du compte rendu, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 € HT.

En cas de transmission de Fiches d'Evènements Indésirables (F.E.I), le titulaire est tenu d'apporter des réponses à l'établissement concerné en termes d'actions correctives ou préventives à mettre en

œuvre. En l'absence de réponse dans un délai maximum de 15 jours à réception de la Fiche d'Evènements Indésirables, le titulaire encourt une pénalité fixée à 200 € HT.

11 Litiges

Il sera fait application de l'article 46 du Cahier des Clauses Administratives Générales en cas de litige survenu entre le Titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire de Nantes.

12 Réalisation et exécution par défaut

12.1 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du cocontractant conformément à l'article 41 du CCAG-FCS. Le marché doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, notamment en cas de refus répétés d'exécution des prestations, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché à ses torts.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce le cas échéant la résiliation du marché sans indemnités.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le CHU pourra faire procéder à l'exécution du marché par un tiers aux frais et risques du titulaire défaillant conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier le marché pour tout motif d'intérêt général en application des dispositions de l'article 38 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 42, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales ou de soins, d'évolution réglementaire, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 et à l'article 42 du CCAG-FCS.

12.2 Exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure d'effectuer tout ou partie de sa mission dans les délais fixés et les conditions fixées par le marché, les établissements du GHT44 pourront pourvoir aux besoins du service aux frais dudit titulaire auprès d'un autre prestataire, sans mise en demeure préalable par application de l'article 45.1 du CCAG-FCS.

13 Obligation des établissements du GHT44

Les établissements s'engagent à respecter les horaires et à tenir prêt le patient, c'est-à-dire dégagé de toutes les formalités administratives de sortie et bénéficiant d'une prescription de transport et de la fiche de liaison, à l'heure convenue.

Les établissements s'engagent à anticiper et organiser la bonne répartition de la charge en transports sanitaires :

- à donner une visibilité à moyen/long terme sur la charge de travail en communiquant notamment aux prestataires les journées de diminution des effectifs du service ambulancier interne (notamment en périodes de congés)
- à optimiser les transports en favorisant le transport partagé en étroite collaboration avec le prestataire.

14 Suivi de l'exécution du marché

14.1 Référent du marché

En début d'exécution du marché, le titulaire désigne nommément au sein de son personnel un correspondant chargé des relations avec l'établissement concerné en indiquant son nom, sa fonction et ses coordonnées (téléphone et mail).

A la notification des marchés, le référent du titulaire proposera différentes dates pour organiser une réunion de lancement à chaque établissement. Cette réunion aura lieu dans les 2 semaines suivant la notification du marché.

Le représentant du titulaire est destinataire de toute demande formulée par l'établissement bénéficiaire concernant l'exécution du marché et en assure, le cas échéant, la diffusion auprès de son personnel. En cas de changement ou de remplacement de ce référent, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction et soit sans incidence sur les prix du marché.

Le titulaire informe par lettre recommandée avec accusé de réception le CHU de Nantes de ce changement dans les meilleurs délais et lui communique les noms et coordonnées du remplaçant.

14.2 Audit

Les établissements du GHT44 se réservent la possibilité de procéder à des audits sur les prestations fournies par le titulaire, sous réserve d'un préavis de quarante-huit (48) heures.

Le titulaire laisse libre accès à l'ensemble des informations et pièces nécessaires à la réalisation de l'audit.

En cas de manquement aux obligations fixées dans le cahier des charges et confirmé lors d'un examen contradictoire, le titulaire met en place les actions correctives nécessaires dans le délai convenu avec le CHU de Nantes.

Passé ce délai, la résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément aux dispositions de l'article 12.1 du présent CCAP.

14.3 Revues de contrat

Pour les besoins de suivi de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de proposer des dates de réunions pour des revues de contrat semestrielles organisées dans chaque établissement du GHT44 ainsi qu'à toute autre réunion jugée utile selon un rythme défini au moment de la notification ou en cours d'exécution du marché. Dans les 15 jours suivants la réunion, le titulaire enverra à l'établissement et aux achats du CHU de Nantes un compte rendu de la réunion.

14.4 Rapports d'activité / reporting

Le titulaire transmettra à chaque établissement du GHT44 et au service achats du CHU de Nantes, un rapport d'activité mensuel ou trimestriel – selon les besoins des établissements et un bilan annuel incluant la compilation des données statistiques et financières pour la période concernée sous la forme du reporting Excel en annexe 4 au CCAP

14.5 Fiches d'Evènements Indésirables

En cas de transmission de Fiches d'Evènements Indésirables (F.E.I), le titulaire est tenu d'apporter à l'établissement concerné des réponses en termes d'actions correctives et/ou préventives à mettre en

œuvre – cette réponse doit être faite dans un délai maximum de 15 jours à compter de la réception de la F.E.I.

14.6 Indicateurs de suivi de performance

Pour la mesure des résultats du marché, des indicateurs de suivi de performance seront mis en place et porteront sur :

- la qualité : taux de conformité (fonction du nombre de FEI) et respect des procédures,
- les coûts : le respect des prix et la transparence des coûts,
- les délais : le respect des délais, la réactivité aux demandes,
- le management : la transmission des informations, la clarté des documents remis.
- Taux de refus

Ces indicateurs seront mesurés puis analysés et feront l'objet d'actions correctives : résolution de problèmes, formation, assistance ...) à partir de la fiche de performance en annexe **Excel 3** au CCAP qui devra être envoyée 1 mois avant les revues annuelles au minimum.

15 Démarché qualité et plan de progrès

Dans une démarche de partenariat, le titulaire s'inscrit dans une démarche de progrès organisationnel et technique en collaboration avec les établissements du GHT44 ; cette démarche pourra notamment intégrer toute proposition permettant d'améliorer la performance des transports objets du présent marché, dans le respect de la réglementation et des bonnes pratiques.

A titre d'exemple et de manière non exhaustive, il peut s'agir de propositions concernant la réduction des coûts de transports, le respect des bonnes pratiques, la gestion de la relation clients, le développement durable, les innovations techniques et/ou technologiques sur les matériels de transports, équipements connexes et la géolocalisation en temps réel, l'optimisation de la gestion et de la traçabilité des transports etc.

Cette démarche de progrès fera l'objet de **revue de contrat annuelle** à partir du tableau ci-dessous :

N°	Axe de progrès	Objectif	Planning de délai de mise en oeuvre	Conditions nécessaires à la mise en oeuvre	Moyens de mesure ou de validation	Ressources allouées	Responsable
1	Action qualitative	Réduire % non conformité	Trimestre				
2	Action économique	Réduire niveau de prix	Trimestre				
3	Délais	Réduire taux de retard	Trimestre				
4	Management	Informé des retards	Sous 1 mois				

16 . Clause de réexamen

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

17 Avance

Le présent marché prenant la forme d'un marché à bons de commandes et les conditions requises par articles R.2191-3 et R.2191-16 du code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

18 Dérogations aux documents généraux

Dérogations aux documents généraux Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 5	Article 4
Article 10	Article 14.1.1, article 14.1.2 et article 14.1.3
Article 12.1	Articles 38 alinéa 2 et 42